

ÉCONOMIE



BAT VEUT DÉVELOPPER UNE CIGARETTE MOINS NOCIVE

Une des plus grandes compagnies productrices de tabac, la British American Tobacco (BAT), a annoncé hier qu'elle élaborait une cigarette moins nocive. "Nous travaillons beaucoup pour développer un produit à faible risque", a expliqué la porte-parole de BAT, Emily Brand. La British American Tobacco, le 2^e producteur de cigarettes mondial, commercialise des marques comme Lucky Strike, Dunhill et Pall Mall.

1^{ER} SALAIRE, DEMANDEZ PLUS POUR BIEN DÉMARRER DANS LA VIE.



DEMANDEZ PLUS À VOTRE ARGENT

Publicité

CHIFFRES CLÉS

Dollar : 0,8469 € pour 1 \$: 1,1807 \$
 Livre : 1,4818 € : 0,6749 £
 Yen : 0,007156 € : 139,74 yens
 Smic horaire : 8,03 euros €
 Chômeurs : 2 379 800 en sept.
 Inflation : + 2,2% en septembre

Grèves et manifestations en préparation

LE SPECTRE du grand mouvement social de 1995 refait surface, avec la préparation de grèves et de manifestations dans plusieurs secteurs pour les prochaines semaines. Quatre fédérations de cheminots (CGT, Sud-Rail, FO et FGAAC) ont appelé à une grève nationale reconductible à la SNCF à compter du 21 novembre au soir — mot d'ordre inédit depuis les grandes grèves de décembre 1995 — pour protester contre la "privatisation rampante" de l'entreprise. En outre, une manifestation nationale à Paris est prévue le 19 novembre pour la défense des services publics, à l'appel de plusieurs syndicats, associations, partis politiques de gauche, et collectifs d'élus locaux. Dès demain à EDF, les fédérations CGT et FO appellent par ailleurs les électriciens à se mobiliser pour défendre l'entreprise publique contre sa privatisation partielle. A l'Education nationale, le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), et l'Union nationale des syndicats de l'Education nationale-CGT (UNSEN-CGT) appellent à une journée de grève le 24 novembre dans les collèges et les lycées. Sur le front de l'emploi, le collectif "Génération-précaire" appelle également le 24 novembre les stagiaires à un mouvement de grève nationale. AP

ZOOM

Quatre syndicats de la SNCF ont appelé à une grève reconductible le 21 novembre au soir

La "privatisation rampante" de l'entreprise. En outre, une manifestation nationale à Paris est prévue le 19 novembre pour la défense des services publics, à l'appel de plusieurs syndicats, associations, partis politiques de gauche, et collectifs d'élus locaux. Dès demain à EDF, les fédérations CGT et FO appellent par ailleurs les électriciens à se mobiliser pour défendre l'entreprise publique contre sa privatisation partielle. A l'Education nationale, le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), et l'Union nationale des syndicats de l'Education nationale-CGT (UNSEN-CGT) appellent à une journée de grève le 24 novembre dans les collèges et les lycées. Sur le front de l'emploi, le collectif "Génération-précaire" appelle également le 24 novembre les stagiaires à un mouvement de grève nationale. AP

Le ministre de l'Economie Thierry Breton a annoncé hier dans le *Journal du Dimanche* que "le gouvernement rendra sa décision début décembre" sur les autoroutes. Les candidats à la reprise des 50,3% d'ASF, 70,2% d'APRR et 75,7% de la Sanef avaient jusqu'à aujourd'hui pour déposer leurs offres. Se voulant rassurant face à ceux qui accusent le gouvernement de brader le patrimoine public, il a lancé : "que personne ne s'inquiète". Et d'expliquer que c'est la Commission des participations et des transferts qui "détermine un prix minimum et dispose d'un droit de veto si ce prix n'est pas atteint": "Si pour l'une des trois sociétés d'autoroutes aucun des candidats ne dépasse ce prix minimum fixé par la commission, la société concernée ne sera pas vendue", ajoute Thierry Breton. Son collègue des Transports Dominique Perben affirme que la privatisation ne s'assortira d'aucune hausse: elle "ne changera rien en matière de tarifs", qui sont "négociés tous les cinq ans en fonction des investissements", que la société soit publique ou privée. AP

EN BREF

- **COMMERCE** Le gouvernement japonais a entrepris des démarches pour obtenir que Pékin autorise Tokyo à exporter du riz en Chine, écrit dimanche le journal japonais *Nihon Keizai Shimbun*. De telles exportations sont actuellement interdites, la Chine estimant que le riz japonais pourrait favoriser, s'il atteignait le territoire chinois, le développement de maladies ou d'insectes nuisibles. REUTERS
- **COMMUNICATION** L'homme d'affaires Vincent Bolloré a porté sa participation dans le groupe britannique d'achat d'espace Aegis à 24,97% contre 21,72%, a annoncé samedi sa holding. REUTERS

Les démarches pour se faire indemniser

Plus de 3 300 véhicules ont été détruits en France depuis le début des troubles

Selon la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA), les automobilistes victimes des récentes violences urbaines ne seront pas tous égaux devant leur assureur. En effet, pour avoir une chance d'obtenir un remboursement, il faut déjà avoir souscrit une garantie incendie. Selon la FFSA, "82% des automobilistes bénéficient de cette garantie". Pourtant, les indemnités varient largement d'un assureur à l'autre. Ainsi, dans son pack Auto, MAAF propose un remboursement à la valeur d'achat du véhicule pendant 18 mois. Chez AXA, cette option ne s'applique que pendant 1 an, et seulement pour ses contrats "haut de gamme".

Porter plainte

Si les remboursements diffèrent selon les assureurs, la marche à suivre reste la même : il faut que les propriétaires des véhicules incendiés portent plainte auprès des autorités policières et qu'ils adressent une déclaration à leur assureur



DES VÉHICULES incendiés à Suresnes ce week-end

"dans les cinq jours suivants les événements".

L'Etat responsable ?

Pour les 18% de victimes qui n'ont qu'une assurance au tiers, il reste un espoir : la FFSA note qu'en vertu de l'article 92 de la loi du 7 janvier 1983, "l'Etat est civilement responsable des dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence par des attroupements et rassemblements armés soit contre des personnes, soit contre des biens." La FFSA note toutefois qu'il appartient au juge administratif de déterminer s'il s'agissait bien d'un attroupement.

"Solidarité nationale" La Fédération des usagers des transports et des services publics (FUT) a demandé vendredi au gouvernement de "faire jouer la solidarité nationale" envers les automobilistes dont les véhicules ont été incendiés. Le président de la FUT, Jean-Claude Delarue, a demandé la tenue d'urgence d'une table ronde entre les pouvoirs publics et les assureurs.

"Solidarité nationale"

"Il n'y a pas de raison que ces personnes, pour la plupart défavorisées, soient ruinées. Elles ont économisé toute leur vie pour acheter une voiture, qui leur sert souvent à se rendre à leur travail", a-t-il souligné. METRO

Je reste à votre disposition pour toute précision complémentaire et vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de mes considérations distinguées. Signature

• Les éléments signalés en rouge sont à modifier selon votre situation.
 • Il est important d'envoyer la lettre en recommandé, puisqu'il faut faire la déclaration de sinistre dans les cinq jours

La lettre type

NOM, prenom date
 adresse

Police n°
 Objet : déclaration de sinistre

Nom de la compagnie
 adresse

Recommandé avec avis de réception

Madame, Monsieur,
 je vous informe que mon véhicule a été incendié dans la nuit du...au...
 (Expliquer les circonstances)

Vous trouverez ci-joint le récépissé du dépôt de plainte au commissariat de police du...

Je reste à votre disposition pour toute précision complémentaire et vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de mes considérations distinguées. Signature



Décision en décembre sur les autoroutes

Le ministre de l'Economie Thierry Breton a annoncé hier dans le *Journal du Dimanche* que "le gouvernement rendra sa décision début décembre" sur les autoroutes. Les candidats à la reprise des 50,3% d'ASF, 70,2% d'APRR et 75,7% de la Sanef avaient jusqu'à aujourd'hui pour déposer leurs offres. Se voulant rassurant face à ceux qui accusent le gouvernement de brader le patrimoine public, il a lancé : "que personne ne s'inquiète". Et d'expliquer que c'est la Commission des participations et des transferts qui "détermine un prix minimum et dispose d'un droit de veto si ce prix n'est pas atteint": "Si pour l'une des trois sociétés d'autoroutes aucun des candidats ne dépasse ce prix minimum fixé par la commission, la société concernée ne sera pas vendue", ajoute Thierry Breton. Son collègue des Transports Dominique Perben affirme que la privatisation ne s'assortira d'aucune hausse: elle "ne changera rien en matière de tarifs", qui sont "négociés tous les cinq ans en fonction des investissements", que la société soit publique ou privée. AP

Le ministre de l'Economie Thierry Breton a annoncé hier dans le *Journal du Dimanche* que "le gouvernement rendra sa décision début décembre" sur les autoroutes. Les candidats à la reprise des 50,3% d'ASF, 70,2% d'APRR et 75,7% de la Sanef avaient jusqu'à aujourd'hui pour déposer leurs offres. Se voulant rassurant face à ceux qui accusent le gouvernement de brader le patrimoine public, il a lancé : "que personne ne s'inquiète". Et d'expliquer que c'est la Commission des participations et des transferts qui "détermine un prix minimum et dispose d'un droit de veto si ce prix n'est pas atteint": "Si pour l'une des trois sociétés d'autoroutes aucun des candidats ne dépasse ce prix minimum fixé par la commission, la société concernée ne sera pas vendue", ajoute Thierry Breton. Son collègue des Transports Dominique Perben affirme que la privatisation ne s'assortira d'aucune hausse: elle "ne changera rien en matière de tarifs", qui sont "négociés tous les cinq ans en fonction des investissements", que la société soit publique ou privée. AP

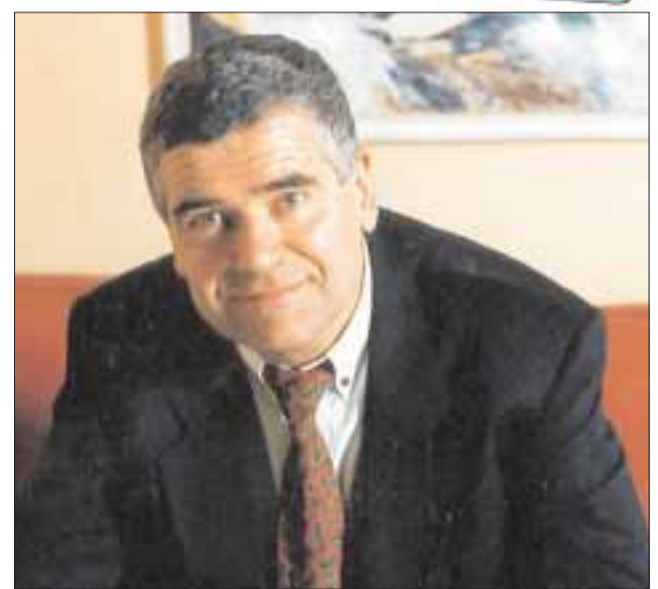
ENTREPRENEURS DU MEILLEUR

Karl-Henrik Robert : la révolution écologique, pas à pas



TOUT COMMENCE dans les années 80 : en travaillant sur les causes de la recrudescence des leucémies chez les enfants, le cancérologue suédois Karl-Henrik Robert émet l'hypothèse d'un lien entre les maladies humaines et la pollution de l'environnement. "Il a fallu 3,5 milliards d'années pour transformer la soupe toxique de l'atmosphère - faite de méthane, de CO₂, etc. - en des conditions favorables à la vie. Et quelques décennies seulement pour faire machine arrière."

Pour lui, les débats sont encore très focalisés sur les manifestations des problèmes écologiques et trop peu sur leurs causes systémiques. "Nous sommes comme des singes qui se disputent en haut d'un arbre au sujet des feuilles flétries, sans voir que le tronc et les racines sont en train de mourir". Il est urgent de prendre du recul et de trouver un consensus sur les conditions nécessaires à la vie sur Terre, les menaces que les hommes se posent à eux-mêmes en les ignorant, et la façon dont chacun peut se comporter,



au quotidien, pour préserver la vie. "Nous faisons tous partie de la nature, nul ne peut y échapper", dit-il. Avec 50 scientifiques de toutes disciplines, il conçoit en 1989 un manifeste diffusé à plus de 4 millions d'exemplaires dans tout le pays. C'est l'acte de naissance de The Natural Step, dont la vocation est de guider chacun, entreprise ou citoyen, vers le développement durable. Désormais

active dans 12 pays, TNS travaille avec les universités et les écoles, les différents corps de métier (architectes, agriculteurs, etc.) et des entreprises comme Ikea, BP, McDonald's,.... Pas à pas, le Dr Robert transforme leur vision de l'écologie et leurs pratiques.

GRAINES DE CHANGEMENT
 → Pour plus d'informations positives :
www.grainesdechangement.com
 → www.naturalstep.org